

PROGRAMME ELECTORAL 2019

PST – POP / Parti suisse du Travail / Case postale 8640 / 8026 Zürich / 079 258 60 49 / www.pst.ch

PST
**PARTI SUISSE
DU TRAVAIL**
POP
**PARTI OUVRIER
ET POPULAIRE**



LE MONDE A BESOIN D'UN CHANGEMENT RADICAL

Pourquoi le PST-POP participe-t-il aux élections ? Pour lutter pour une société plus juste et solidaire, pour s'opposer à la politique de la droite et pour lutter contre les injustices criantes. Mais cette question mérite une réponse plus approfondie.

L'ACCENTUATION DES CONTRADICTIONS

Le capitalisme est basé sur l'exploitation de la majorité au profit de quelques-uns. Il ne sera pas possible de modifier la situation actuelle sans changer de système.

Jusqu'à présent, les mesures prises pour résoudre la crise sont imposées par le grand capital et ses représentant-e-s politiques et ont pour but de sauver le système capitaliste. Ce sont les salariés et salariées, les petit-e-s indépendant-e-s, les chômeurs et les chômeuses, la majorité des retraités et retraitées et beaucoup de jeunes qui en supportent les conséquences. Les conditions de vie et de travail de nombreuses personnes en Suisse et en Europe se sont ainsi considérablement détériorées. Les gens qui ont encore du travail sont sous pression. Aujourd'hui, même certaines parties de la classe ouvrière et de la soi-disant classe moyenne, qui étaient mieux loties au cours des dernières décennies, s'appauvrissent. La jeune génération est particulièrement touchée. En dépit d'une bonne éducation, beaucoup de gens sont bien plus mal lotis que leurs parents et leurs grands-parents, alors que dans le même temps la richesse produite par la société augmente.

Les contradictions sociales se sont ainsi accentuées, comme en témoignent l'évolution de l'actionariat et des salaires en Suisse. Ces contradictions ne peuvent être résolues dans le cadre du système capitaliste. Karl Marx et Friedrich Engels ont répondu à la question de savoir comment la «bourgeoisie» surmonte la crise : «D'une part par la destruction forcée d'une masse de forces productives, d'autre part par la

conquête de nouveaux marchés et une exploitation plus poussée des anciens marchés. Comment par conséquent? En préparant des crises plus généralisées et plus violentes et en réduisant les moyens de les prévenir» (1848, Manifeste du parti communiste).

RÉSISTANCE AU SEIN DU PARLEMENT, MAIS PAS SEULEMENT

Les élections fédérales ne sont pas un but en soi pour le PST/POP, mais une opportunité parmi d'autres de s'engager pour une transformation de la société. Nous voulons donner une voix aux travailleurs et aux travailleuses, ainsi qu'à tous ceux et à toutes celles qui n'ont aujourd'hui pas de véritable représentation au Parlement.

La lutte parlementaire ne résoudra pas les problèmes du capitalisme. Mais elle permet de mieux faire entendre les revendications de la population, des travailleurs et des travailleuses, et éventuellement d'obtenir des améliorations. En même temps, les intérêts qui sont représentés au Parlement peuvent être démasqués et combattus plus efficacement. Nous voulons montrer que même dans la riche Suisse, il y a des forces qui ne soutiennent pas la dictature du capital. Pour toutes ces raisons, le Parti suisse du Travail participe aux élections. Comme disait Lénine : «Utilisons le terrain parlementaire pour notre cause révolutionnaire !»

Ceci en sachant que le travail parlementaire ne peut être efficace que s'il est soutenu par un mouvement extra-parlementaire fort. C'est pourquoi l'implication directe des personnes concernées, le lien avec les difficultés concrètes de la vie quotidienne et le soutien de toutes les actions qui promeuvent la participation directe des personnes aux processus de décision sont d'une importance capitale pour notre travail politique.

Enfin, nous sommes conscients qu'une proportion considérable de travailleurs et travailleuses dans notre pays n'ont pas le droit de vote et que, par conséquent, notre lutte se déroule principalement en dehors du Parlement. En communiquant constamment avec les actrices et les acteurs sociaux qui portent les revendications des opprimés, il sera possible d'avoir une plus grande force dans les relations de classe qui dominent notre société.

C'est dans l'esprit d'un changement radical que nous avons discuté et adopté ce programme.

RÉPARTITION DES RICHESSES

675.3 milliards de francs suisses.

Soit CHF 675'300'000'000.- Telle était la richesse totale des 300 personnes les plus riches de la Suisse en 2017. Une somme jamais égalée auparavant, selon le magazine économique Bilanz. Depuis 2010, les fortunes des 300 personnes les plus riches de la Suisse ont connu une croissance débridée et, pour l'année 2017 seulement, une explosion de 60 milliards de francs.

Leur richesse moyenne se monte à 2.251 milliards de francs. En 1989, elle s'élevait à «seulement» 600 millions. Pour ces 300 plus riches, l'augmentation de fortune moyenne a augmenté de 375% depuis cette date.

La même augmentation des salaires aurait permis à une travailleuse payée CHF 3'500.- en 1989 de gagner CHF 13'200.- aujourd'hui. Mais il n'en est rien et aujourd'hui, son salaire ne dépasse pas CHF 4'000.- par mois. Une augmentation d'environ 14%.

Autre statistique incroyable: le chiffre d'affaires des 15 plus grandes entreprises, les «Big 15», s'élevait à environ 1280 milliards de francs suisses en 2017. Les trois plus grands (Vitol, Glencore International et Cargill International) représentent ensemble un chiffre d'affaire de plus de 710 milliards par an.

LA PAUVRETÉ POUR DE PLUS EN PLUS DE PERSONNES

En revanche, la situation de l'autre côté de la société, ressemble à ça : Selon Caritas, plus d'un million de personnes (1,2 mio.) en Suisse ont été touchées ou menacées de pauvreté en 2016. Un quart d'entre eux sont des enfants et des adolescents. Mais il y a aussi un nombre supérieur à la moyenne de familles monoparentales, de familles avec trois enfants ou plus et de personnes peu qualifiées qui ne peuvent trouver une nouvelle activité après avoir perdu leur emploi. Parmi eux, il y a 140 000 hommes et femmes vivant dans la pauvreté bien qu'ils aient un emploi rémunéré – ceux qu'on appelle des working poor.

Une personne touchée par la pauvreté en Suisse dispose d'un maximum de 2600 francs suisses par mois. Après déduction des frais de logement et d'assurance maladie, il lui restera par mois, 986 francs. Il restera seulement 1834 francs suisses pour une famille monoparentale, et 2110 francs suisses pour une famille biparentale avec deux enfants. La nourriture, les vêtements, la communication, la consommation d'énergie, la gestion courante du ménage, les soins médicaux, les frais de transport, les divertissements et l'éducation, l'hygiène personnelle ainsi que les passe-temps doivent être payés avec cette somme.

Un autre problème est la pauvreté croissante des personnes âgées : en 2017, 204 800 personnes ont bénéficié de prestations complémentaires à l'AVS et 114 200 à l'AI. Le nombre de personnes dépendantes de prestations complémentaires (PC) augmente régulièrement, avec une croissance de 22 000 personnes de 2013 à 2017.

Sans les prestations complémentaires AVS, qualifiées de temporaires au moment de leur introduction, environ 320 000 personnes ne pourraient pas vivre de manière décente. Il ne faut pas oublier non plus les personnes qui ne reçoivent pas de prestations complémentaires, parce qu'elles ne les demandent pas, souvent parce qu'elles ne connaissent même pas leurs droits pour les réclamer.

AU SERVICE DES MARCHÉS FINANCIERS

Ces conditions sociales ne sont pas le fruit du hasard, elles sont voulues et politiquement contrôlées. Bien sûr, le Parlement a un rôle important à jouer à cet égard. L'octroi de mandats aux politiciens est un moyen important d'influencer les processus politiques et d'identifier les tendances à un stade précoce. Les chiffres le confirment : Les membres de l'Assemblée fédérale sont impliqués dans plus de 2000 mandats de conseils d'administrations. Ils touchent de l'argent pour leurs mandats. Dans leur politique, ils défendent les intérêts de ceux qui les paient. Il s'agit essentiellement de grandes entreprises suisses qui sont des acteurs importants sur les marchés financiers et qui sont donc indirectement représentés au Parlement. Il en résulte que les élus et élues sont donc tout simplement au service des acteurs des marchés financiers et leur sont subordonnés. C'est le cas partout dans la démocratie bourgeoise, y compris en Suisse. Seul un très petit nombre de ces mandats représentent les intérêts d'organismes sans but lucratif. D'autre part, la pression exercée par les lobbies de la santé et de l'immobilier et ceux des principaux secteurs économiques est scandaleuse.

CADEAUX FISCAUX ET DÉMANTELEMENT SOCIAL

Les décisions politiques au Parlement correspondent à cet équilibre des pouvoirs. Ils sont vendus à la population sous des mots-clés tels que «promotion des conditions-cadre» ou encore «mesures d'économie nécessaires». Mais dans les faits, les décisions politiques de nos parlementaires peuvent facilement être résumées comme suit:

- a) allègements fiscaux en faveur des entreprises et des riches
- b) démantèlement de l'État providence

Le constat est clair, les réductions sociales et les cadeaux fiscaux sont directement liés. Les meilleures preuves en sont la réforme de l'imposition des entreprises et la réforme de la prévoyance vieillesse : alors que les entreprises s'efforcent de réduire massivement les impôts par milliards, les pensions sont victimes du crayon rouge, entre autres en relevant l'âge de la retraite des femmes et en abaissant le taux de conversion des fonds de pension.

Les deux projets de loi ont été combattus par le PST-POP et rejetés par le peuple aux urnes. Mais avec le Projet Fiscal 17, qui est ensuite devenu l'arrêté fédérale «Réforme fiscale et financement de l'AVS», le Conseil fédéral a pratiquement proposé une copie de la RIEIII et l'objectif déclaré reste l'augmentation de l'âge de la retraite à 70 ans pour toutes et tous.

UNE PART DE LA LUTTE DES CLASSES

Il pourrait en être autrement : L'imposition d'un seul pour cent des 300 citoyennes et citoyens suisses les plus riches, rapporterait à elle seule près de sept milliards de francs suisses. L'imposition d'un seul pour cent du chiffre d'affaires des «Big 15» rapporterait à la Confédération près de 13 milliards de francs suisses de recettes. A titre de comparaison, la Confédération prévoit des recettes de 73,6 milliards de francs pour 2019.

La répartition des richesses existantes, qui est une question purement politique et donc aussi une conséquence logique de la représentation des intérêts au parlement, fait partie de la lutte des classes.

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

La répartition inégale des richesses est le signe le plus apparent du capitalisme. Un petit nombre possède la plus grande partie, beaucoup n'ont presque rien. C'est une injustice. Le monde a la tête à l'envers. Nous l'aiderons à se remettre sur les pieds.

Concrètement, nous revendiquons :

- l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés de capitaux ;
- l'augmentation de l'impôt sur le capital des sociétés de capitaux ;
- une importante augmentation de l'impôt sur les gains immobiliers ;
- l'introduction d'un impôt sur les transactions financières ;
- l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions ;
- La mise à niveau et introduction du taux unique d'imposition des communes et des cantons ;
- la nationalisation et le contrôle démocratique des banques et des industries ainsi que toutes les entreprises des secteurs stratégiques de l'économie ;
- une hausse des impôts sur les grosses fortunes et sur les grands revenus ;
- Suppression de la TVA sur les produits de base ;
- la taxation des robots lorsqu'ils remplacent des employés et employées, dans le but de financer les assurances sociales ;
- Fin complet du secret bancaire pour en finir avec les paradis fiscaux ;

Et nous ne renoncerons pas... avant que, dans une société socialiste, les riches ne soient plus riches et les pauvres ne soient plus pauvres!

LE TRAVAIL EST UN DROIT HUMAIN – POUR LA SEMAINE DE 35 HEURES

L'emploi rémunéré reste une nécessité pour la majorité de la population qui en a besoin pour subsister. Ce qu'on appelle le «prolétariat» n'a donc nullement cessé d'exister. D'autre part, pour quelques personnes riches, le travail est un moyen de s'enrichir de plus en plus, sur les dos des autres sans rien produire. Dans le capitalisme, seul un petit nombre de personnes obtient la richesse qui provient du travail de la majorité. C'est ce qu'on appelle l'exploitation. Nous voulons éliminer l'exploitation de l'humain par l'humain et permettre le développement social selon les besoins de tous.

PROMOUVOIR UNE POLITIQUE DANS L'INTÉRÊT DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES

Les conventions collectives de travail (CCT) sont les instruments les plus importants pour que les travailleurs et travailleuses renforcent leurs droits. Le fait est que les employés et employées qui ont une CCT ont de meilleures conditions de travail que ceux qui n'en ont pas. Cependant, dans les secteurs importants où les entreprises traditionnellement bien représentées au sein des syndicats, les CCT sont complètement remises en question. Les négociations aboutissent souvent à de lourdes concessions ou à des solutions de compromis qui ne sont pas dans l'intérêt des travailleurs et travailleuses. Soutenir et promouvoir une politique dans l'intérêt des travailleurs et travailleuses nécessite donc inévitablement une coopération avec les syndicats, entre autres pour défendre et élargir le contenu de la CCT.

Cependant, les CCT ne sont pas la solution à tous les problèmes. Ces accords entre les organisations patronales et les syndicats sont strictement soumis aux règles de la paix sociale, ce qui, en interdisant les grèves, rend l'action syndicale plus difficile et même illégale. La «paix du travail» inscrite dans la Constitution reste en vigueur, même si les employeurs continuent de la violer. Ils le font en ne respectant pas les contrats qu'ils ont eux-mêmes signés. Nous avons toujours lutté contre le système de paix industrielle. Cette paix industrielle a notamment empêché la création d'une véritable loi de protection du travail, comme cela s'est produit dans de nombreux pays européens.

RENFORCER LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES

Pour échapper définitivement à ce chantage, les travailleurs et les travailleuses et leurs organisations doivent être placés au centre d'une nouvelle législation du travail qui prévoit la représentation syndicale des travailleurs et travailleuses dans les entreprises. Tous les travailleurs et travailleuses auront la possibilité d'élire leurs délégués et déléguées dans les entreprises. La démocratie ne peut pas s'arrêter aux urnes du Parlement. L'extension des droits démocratiques des travailleurs et des travailleuses est le seul moyen de leur assurer un avenir meilleur à long terme.

INDUSTRIE 4.0

Si l'industrie devient l'industrie 4.0, alors les relations de production ne changeront pas, l'exploitation continuera - mais il est nécessaire de forcer ces nouvelles entreprises à respecter les droits sociaux et du travail. En fin de compte, la technologie au service de la classe bourgeoise sert à augmenter les profits et non à faciliter le travail. Le remplacement continu des moyens de production sous le capitalisme est une nécessité qui rend aussi l'action syndicale plus difficile. Dans une société socialiste, cela pourrait être utilisé dans l'intérêt de tous, mais pour l'instant, pour la majorité, cela signifie seulement l'exploitation et le contrôle.

«Industrialisation 4.0»

L'exemple le plus connu du travail numérisé est celui des nouvelles «places de marché» virtuelles : Uber, AirBnB, Amazon, Google, Facebook, Deliveroo et Foodora, pour n'en nommer que quelques-uns. «L'industrialisation 4.0» met en réseau les personnes, les machines et les biens et organise leurs échanges de données afin de rendre le capitalisme «plus efficace» - production et distribution «à la demande» et «en temps réel», de préférence en pièces individuelles à la demande du client, livraisons en quelques minutes et interventions associées à chaque fois que cela est nécessaire, 24h/24. Dans le capitalisme, la mise en réseau croissante conduit à une concurrence internationale accrue pour l'emploi et donc à la précarisation de nombreux emplois. Un autre point central est le contrôle du temps de travail : le groupe allemand de drogueries DM, par exemple, a équipé tous ses employés de smartphones à la fin de 2017. Doodle, par exemple, peut être utilisé pour vérifier si les employés acceptent de travailler à des plages horaires particulières, en-dehors de leur temps de travail normal. Amazon utilise les scanners de marchandises pour

enregistrer qui transporte quoi et où et à quel moment et crée ainsi une surveillance complète de ses employés. Mais «Industrialisation 4.0» implique également un changement profond du processus de travail existant, du fait que toute la chaîne de production est enregistrée numériquement, de l'extraction de matières premières jusqu'à son élimination. Ou lorsque des robots à commande numérique indiquent aux gens comment ils doivent être entretenus ou quelle est la prochaine étape de travail nécessaire, inversant les rapports entre le travailleur et la machine. Ces changements conduisent à une utilisation croissante des systèmes logiciels dans le travail quotidien. Ce changement peut être positif ou négatif : positif, s'il améliore les conditions de travail et la qualité de vie des employés, négatif, s'il sert exclusivement à optimiser les profits des employeurs.

Développer une propre «vision numérique»

Pour les travailleurs et les travailleuses, «l'industrialisation 4.0» signifie avant tout : une exploitation plus efficace de leur main-d'œuvre. L'«auto-optimisation» exigée et contrôlée numériquement dans le monde du travail, devient une exigence capitaliste qui contrôle et dicte aussi le comportement durant le temps libre. «Avec la numérisation, les frontières entre travail et vie privée s'estompent», note Avenir Suisse dans une étude publiée en octobre 2017. Par conséquent, de nouvelles règles sont nécessaires pour permettre aux entreprises d'organiser le temps de travail de manière flexible et adaptée à l'époque. Concrètement, cela signifie : un travail sans fin 24 heures sur 24. Les auteurs de l'étude recommandent ainsi que la durée maximale hebdomadaire de travail ne soit plus garantie qu'en moyenne annuelle seulement ; autorisant ainsi les horaires les plus «flexibles» selon le bon vouloir de l'employeur.

Au vu de ces faits, le défi est de taille : il est nécessaire de développer notre propre vision d'une société numérique humaine avec les personnes concernées. Sur le plan technologique, internet représente une base de communication sociale dont le potentiel est entravé par la production capitaliste. Au lieu d'une communication libre, d'une prise de décision démocratique et d'une société du savoir, l'accent est mis sur la surveillance mondiale, les modèles commerciaux et la protection des droits d'auteur.

Dans une société socialiste, internet pourra être mis au service de l'émancipation humaine plutôt que du profit, et sera à la base d'un pilotage flexible de la production organisée par la société dans son ensemble et permettra une expansion de la démocratie directe. La protection des données (anonymisation de toutes les données collectées à la source) et la sécurité des données seront garanties et joueront un rôle important, contrairement à ce qui est le cas à présent.

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

Comme la richesse sociale est fondée sur le travail, celui-ci est pour nous un droit fondamental pour tous les êtres humains. Chaque travail est important et a la même valeur. Nous voulons supprimer l'exploitation de l'humain par l'humain. Le PST/POP défend l'instauration d'un nouveau Code du travail, avec notamment l'institution d'un Tribunal du travail.

Concrètement, nous revendiquons :

- un droit constitutionnel au travail ;
- l'introduction d'un salaire décent d'au minimum 4500 francs par mois (24.75 francs de l'heure) et d'un salaire minimum pour les apprenti-e-s ;
- l'introduction d'un salaire maximum ;
- l'introduction obligatoire d'un 13ème salaire pour l'ensemble des travailleurs/euses ;
- l'introduction de la semaine de 35 heures, sans réduction de salaire, mais avec engagement de personnel ;
- Un temps maximum de 8 heures de travail journalier ;
- Imposition de la plus-value des profits de l'industrie 4.0 ;
- aucune déréglementation des horaires des magasins. Une harmonisation à l'échelle nationale peut se faire seulement à condition de limiter les ouvertures des magasins pour un maximum de 11 heures par jour ;
- l'abolition de la précarité, c'est-à-dire l'établissement d'une véritable protection contre le licenciement pour toutes et pour tous, le droit à la réintégration et l'interdiction du travail intérimaire, du travail sur appel et du salaire au mérite ;
- le droit à la formation professionnelle continue financée par les entreprises ;
- le renforcement de la protection de la santé et de la sécurité au travail, notamment en renforçant les contrôles sans préavis et les sanctions vis-à-vis des entrepreneurs et des entrepreneuses ;
- l'obtention du droit de se réunir en assemblée du personnel pendant le temps de travail, d'élire des délégués et déléguées syndicaux d'entreprise et le droit de grève étendu, ainsi qu'élire des inspecteurs et inspectrice de sécurité sur le lieu de travail au sein de l'entreprise ;
- Sanctionner financièrement et pénalement les entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;
- L'interdiction de licenciements sans motifs valables ;
- l'interdiction des bonus et des dividendes ;
- Lutter contre le dumping salarial et la sous-traitance ;
- l'interdiction des abus du statut d'indépendant par des entreprises du type Uber : les travailleurs et les travailleuses de ces entreprises doivent être considérés comme ses employé.e.s, avec les droits qui vont avec ;
- Cesser toute forme de discrimination à l'embauche ;
- La reconnaissance du burn-out comme étant une maladie professionnelle ;
- l'interdiction des stages de longue durée qui ne sont pas rémunérés ;

Et nous ne renoncerons pas... avant que, dans la société socialiste, le travail ne serve plus à enrichir un petit nombre par l'exploitation des êtres humains et de la nature, mais à assurer le bien-être de toutes et de tous.

DÉMOCRATIE RÉELLE

Le droit de parole de la démocratie bourgeoise se limite à la sphère de la politique gouvernementale, alors que l'ensemble de l'économie en est exclu. Un manque de démocratie prévaut dans le secteur des entreprises, notamment en ce qui concerne les décisions qui ont un impact très direct sur la société dans son ensemble, telles que l'utilisation de technologies nuisibles à l'environnement, la fermeture ou la délocalisation d'usines. En bref, nous revendiquons toutes et tous de vivre en démocratie, mais acceptons de travailler dans un modèle dictatorial.

Par ailleurs, de nombreuses décisions sont prises hors des canaux démocratiques eux-mêmes. Ainsi, l'utilisation des terres, de l'énergie et d'autres ressources rares est soumise à une participation décisive très limitée. Les négociations sur les accords de libre-échange menées par le SECO pour le compte de la Suisse en sont un exemple concret : les négociations se déroulent en secret et de manière antidémocratique. Le parlement suisse, sans parler de l'opinion publique, n'a été informé que tardivement et de manière lacunaire de l'état des négociations et seulement sous la pression publique. Les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie subissent depuis des décennies les effets de ces accords de libre-échange, qui ont détruit leurs économies et plongé leurs populations dans la pauvreté.

SOUVENT FACTICE

Mais même dans le domaine de la politique d'état, la démocratie n'est que très peu développée. Il n'y a pas de participation ou de contrôle démocratique en matière de police, d'armée ou de politique étrangère. En outre, des groupes considérables de personnes sont exclus du processus démocratique. Ainsi, les étrangers se voient en grande partie refuser le droit de vote.

En outre, la démocratie semi-directe suisse, malgré ses indéniables mérites, demeure en pratique limitée, voire souvent de caractère formel dans certains cas, car soumise à un certain nombre de distorsions et d'asymétries en faveur de la bourgeoisie au pouvoir. Au premier plan se trouve l'instrumentalisation de l'organisation de l'Etat par l'économie. De ce fait, la prise de décision démocratique se retrouve en pratique biaisée.

UNE INFORMATION BIAISÉE

Enfin, une condition préalable à un processus véritablement démocratique serait une information complète, dans laquelle toutes les parties de la population auraient un droit de parole égal dans les médias. Ce n'est pas vraiment le cas aujourd'hui. Dans l'ensemble du secteur des médias, la concentration est de plus en plus forte, ce qui va à l'encontre d'un pluralisme qui serait indispensable dans une démocratie, et contribue à l'hégémonie d'une information souvent biaisée et d'une pensée unique néolibérale. La RTS, qui demeure pourtant un service public essentiel, ne correspond que très imparfaitement à ce que devrait être une télévision et une radio démocratique, et, malgré quelques honorables exceptions, est tout autant imprégnée d'idéologie néolibérale que les médias privés. Les médias indépendants ne bénéficient pratiquement d'aucune aide publique, et de ce fait ne font pas le poids. Cet état de fait contribue largement à la domination idéologique de la bourgeoisie, ce qui biaise grandement le débat démocratique.

UNE APPARENCE TROMPEUSE

Nous réalisons que :

- **La démocratie, en tant que règne du peuple, n'est en Suisse qu'une petite partie de la réalité, qu'un maigre contrepoids à la domination des marchés financiers, du capital. Les instruments de participation démocratique que sont les élections, les référendums et les initiatives sont gravement limités par l'écrasante disproportion de moyens entre les forces issues des classes populaires et celles de la bourgeoisie, ce qui rend l'exercice de décision démocratique biaisé. En outre, elles excluent formellement une proportion importante de la population : tous ceux qui n'ont pas de passeport suisse.**
- **la participation dans les questions décisives de la vie quotidienne est totalement insuffisante : au travail, dans les loyers, dans les écoles, dans la conception des transports, dans le quartier, dans les médias et dans de nombreux autres domaines. Il y a aussi beaucoup de personnes qui par leur statut social sont incapables de se faire entendre.**

POUR UNE PARTICI- PATION ACTIVE DANS TOUS LES DOMAINES DE LA VIE

La démocratie ne doit pas se limiter à des réalisations occasionnelles, lors de certains processus électoraux et des votes formels parfois très peu mis en œuvre (initiative des Alpes, obligation pour l'AVS de garantir la dignité, etc.). Notre conception de la démocratie va bien au-delà d'un formalisme vide de sens. Il s'agit de l'extension de la démocratie comme participation active et responsable dans tous les domaines de la vie .

Et cette exigence d'une démocratie active et participative - comprise comme la participation la plus large possible des citoyens et citoyennes au processus démocratique de formation de la société - n'est pas nouvelle pour le PST-POP. Bien au contraire, c'est une exigence originelle du mouvement ouvrier.

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

Nous vivons dans une dictature de banques et de multinationales. La plupart des gens n'ont rien à dire. Des changements radicaux s'imposent. L'économie doit également être déterminée démocratiquement.

Concrètement, nous revendiquons :

- **L'arrêt immédiat de toutes les négociations sur les accords de libre-échange. Les nouvelles négociations doivent être approuvées par le parlement ;**
- **Le même droit de vote et d'éligibilité pour toutes les personnes résidant en Suisse ;**
- **L'introduction d'une participation à la gestion dans les entreprises ;**
- **La création de conseils d'étudiant-e-s ;**
- **une représentation paritaire des intérêts dans les universités et hautes-écoles ;**
- **la responsabilisation et possibilité, pour les électeurs et les électrices de destituer les élu-e-s de leurs fonctions dans les exécutifs ;**
- **L'abolition des rentes à vie pour les élus des exécutifs cantonaux, fédéraux et municipaux ;**
- **la transparence et la limitation des financements des campagnes électorales ;**
- **la préservation et la garantie des droits démocratiques fondamentaux, dont le droit de manifester ;**
- **Mettre fin à toute forme de surveillance de masse ;**
- **L'abolition du quorum ;**

et nous ne renoncerons pas... jusqu'à ce que la démocratie se réalise et ne permette plus aux nantis de conserver leurs privilèges.

POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS ET LA DIGNITÉ DES FEMMES

Le principe de l'égalité des droits existe depuis 1981 avec la loi sur l'égalité des chances, qui vise à éliminer les discriminations dont souffrent les femmes dans la vie professionnelle. L'article 8 de la Constitution fédérale stipule : «L'homme et la femme sont égaux en droit.» Cela s'applique à l'égalité juridique dans la famille, l'éducation et le travail.

ÉCONOMISER DES MILLIARDS SUR LE DOS DES FEMMES

La Constitution fédérale et la loi sur l'égalité des chances interdisent donc clairement que les femmes gagnent moins pour un travail de valeur égale. Dans la pratique, cette interdiction n'est pas respectée. Plusieurs décennies plus tard, les femmes continuent de gagner 18 % de moins que les hommes dans des postes comparables et à être sous représentées dans les postes à responsabilité. Un projet de loi montre à quel point les femmes sont dupées par les entreprises : si l'homme gagne 4500 francs, la femme ne reçoit que 3600 francs pour un travail équivalent. Au total, cela représente une perte d'environ 10'000 francs suisses par an. Ce montant s'élève à 350'000 francs sur toute la durée de vie professionnelle. Cette inégalité salariale entre hommes et femmes permet aux employeurs d'économiser sept milliards de francs par an sur le dos des femmes.

DE NOMBREUX OBSTACLES DOIVENT ÊTRE ABOLIS

Dans nos sociétés capitalistes, l'inégalité économique que subissent les femmes en comparaison des hommes n'est plus à démontrer : retraites moins élevées, inégalité salariale, frein à l'embauche, plafond de verre dans l'évolution de la carrière professionnelle, précarité des femmes seules avec enfants, emplois à très basses rémunérations occupés majoritairement par des femmes... La liste est longue. L'assignation des femmes à des rôles spécifiques au sein de la sphère familiale, et à une place de second plan dans la sphère productive, est une caractéristique saillante que l'on retrouve dans toutes les sociétés de classes. Ainsi, aux yeux des employeurs, en comparaison des forces de travail masculines, la particularité des femmes est de présenter une disponibilité réduite en raison de leur maternité potentielle. Dans le cadre du système capitaliste, la maternité potentielle ou réelle des femmes au cours de leur vie est loin d'être un détail biologique anodin : c'est autour de cette distinction que s'articulent les structures genrées de l'exploitation (notamment l'inégalité salariale) et l'idéologie qui les légitime.

Mais ceci s'explique aussi par le patriarcat, sa conception du couple et du rôle de la femme dont le travail salarié n'est qu'une occupation accessoire à celle du «chef de famille». Il s'agit d'un héritage dont profitent les marchés et le patronat.

ETABLIR DES PERSPECTIVES À LONG TERME

Cette conception du travail des femmes comme «salaire d'appoint» impacte considérablement la structure de l'emploi : En Suisse, la part d'emplois à temps partiel des femmes est la seconde plus élevée parmi les pays de l'OCDE, juste après les Pays-Bas : 44,6 % des femmes travaillent à temps partiel, contre 11,2 % des hommes. Ce temps partiel est souvent lié à leur insécurité financière.

Partant de ces constats, faudrait-il donc se contenter de

prôner l'égalité salariale entre hommes et femmes, imaginer des dispositifs incitatifs à l'emploi à plein temps des femmes, ou encore encourager les employeurs à embaucher des femmes pour des postes à responsabilité ? Non, tout cela n'est pas suffisant. Les femmes ne devraient pas avoir pour seules ambitions de devenir des «exploitées comme les autres». À court terme, nous pouvons évidemment lutter pour tempérer les symptômes de l'exploitation des femmes ; en ce sens, les différents mouvements se mobilisant contre le refus de l'application de l'égalité salariale, ainsi que l'appel à une grève féministe nationale en 2019, sont parfaitement encourageants. Mais ne perdons pas de vue qu'à long terme, l'émancipation complète des travailleuses, comme des travailleurs, devra nécessairement passer par l'abolition du système de production capitaliste : ce n'est que lorsque les travailleuses et travailleurs prendront le contrôle démocratique des moyens de production que les travailleurs cesseront d'être considérés comme une main-d'œuvre exploitable à l'envi, et que les travailleuses cesseront d'être considérées comme une main-d'œuvre de seconde zone aux ambitions limitées.

Nous savons qu'aucun changement n'est attendu de la part des institutions politiques. Au parlement fédéral comme dans les parlements cantonaux, siègent principalement des hommes de l'économie. Ils n'ont aucun intérêt à modifier les lois et à donner ainsi des signes d'égalités socio-politiques. De ce fait il est nécessaire que les femmes participent activement au processus de changement et de développent d'une politique critique vis-à-vis de toute forme du patriarcat.

TROP DE VIOLENCE

En Suisse, comme dans le monde entier, les femmes subissent de la violence de tout genre: verbale, mobbing, abus sexuel et aussi meurtre.

Souvent ces violences sont rendues invisibles ou exploitent et humilient le corps de la femme. On l'utilise aussi comme marchandise et instrument dans la publicité. Cette violence sexuelle est l'expression paradigmatique de l'appropriation patriarcale du corps des femmes et les met, partout, en situation de vulnérabilité. On peut dire autant des diverses atteintes aux droits acquis.

Les politiques d'austérité, avec des coupes budgétaires, en particulier dans le système sanitaire, ainsi que dans les services sociaux pénalisent surtout les femmes. La phobie sociale envers les orientations et identités sexuelles représentent une autre modalité de violence machiste.

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

Sans une lutte radicale contre le sexisme et les stéréotypes, les changements sociétaux et sociaux ne peuvent avoir lieu. C'est une lutte qui nous concerne toutes et tous. Afin de bâtir une société solidaire où tous sont égaux, il est nécessaire que nous luttons ensemble, côte à côte, femmes et hommes !

Concrètement, nous revendiquons :

- le respect de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- l'obligation pour les entreprises de rendre transparent les différences salariales entre les sexes ;
- la mise en place d'un congé parental payé de 18 mois, d'une durée égale entre le père et la mère et l'interdiction du licenciement des femmes ou homme qui retournent au travail après un congé parental ;
- la garantie pour toutes et tous d'un accès de qualité et à un prix abordable des structures d'accueil de la petite enfance et du parascolaire (jusqu'à 13 ans) ;
- pas d'augmentation de l'âge de la retraite des femmes ;
- la protection contre les violences de genre ;
- le droit pour chacune à disposer de son propre corps, en garantissant notamment l'accès à la contraception et à l'interruption de grossesse ;
- Une éducation sexuelle dès les classes primaires qui aborderait les questions de genre, de stéréotypes et de discriminations ;
- Suppression de la TVA pour les produits d'hygiène féminine ;
- l'application de la convention internationale d'Istanbul qui reconnaît que la violence faite aux femmes constitue une violation des droits humains ;
- la mise en oeuvre de campagnes de prévention contre toute violence vis-à-vis des femmes ;
- la garantie des moyens et des ressources financières pour les services à l'attention des femmes ;

Et nous ne renoncerons pas... Jusqu'à ce que toutes les inégalités de genre soient une relique du passé capitaliste

LUTTER CONTRE LES VÉRITABLES RESPONSABLES DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

La question de l'écologie est souvent présentée comme un problème général dans lequel chacun porte sa part de responsabilité. Cependant, le Parti du Travail pense que la seule façon de préserver notre planète est de gérer nos ressources naturelles de manière durable, globale et solidaire. Cela nécessite un changement de système. Plus que jamais, il est nécessaire de trouver des solutions contre la destruction de la nature. Cette destruction est le résultat de la mondialisation néolibérale et de l'absence totale de règles pour les entreprises multinationales. L'objectif de ces multinationales est et reste de maximiser les profits autant que possible, indépendamment des conséquences écologiques et sociales. Mais leurs objectifs ne sont pas les nôtres !

Les entreprises continuent de piller les ressources naturelles dans le monde entier, en particulier dans les pays les plus pauvres. Sans changement radical, ils pourront encore le faire en toute impunité, avec des conséquences tragiques pour l'environnement et les populations. En même temps, ils continueront à promouvoir un mode de vie, de production et de consommation dans les pays riches qui met en danger l'équilibre écologique de la planète. Nous devons mettre fin à cette contradiction paradoxale.

Les multinationales suisses sont à l'avant-garde de la course pour s'accaparer les ressources naturelles : Nestlé, championne de la privatisation de l'eau dans les pays du Sud, Glencore, reine du commerce des matières premières, ou Syngenta, grand pollueur d'eau dans le monde, ne sont que quelques exemples des acteurs mondiaux suisses qui exploitent sans merci l'environnement au nom de leurs profits.

Nous devons également nous défendre contre l'usurpation du territoire et des espaces verts. Par usurpation, nous entendons l'appropriation du marché immobilier de zones qui sont ensuite de plus en plus bétonnées sans suivre aucune logique de développement et de planification du territoire. Il en résulte une détérioration continue de notre qualité de vie et de celle des générations futures.

LES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX FONT PARTIE DE LA LUTTE DES CLASSES

La destruction continue de l'environnement est le résultat de l'exploitation capitaliste de la nature et de la recherche illimitée du profit. Personne ne peut plus le nier aujourd'hui. Les problèmes environnementaux ne peuvent donc pas être séparés de la lutte des classes. Ils l'accroissent et l'intensifient, parce que la destruction de nos moyens de subsistance ne peut être évitée de manière durable dans le système capitaliste d'exploitation.

Mais dès aujourd'hui, tous les gouvernements capitalistes doivent être obligés d'appliquer des mesures de protection de l'environnement et du climat afin de garantir la survie de la planète et de l'humanité. En octobre 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), également connu sous le nom de Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies, a publié un rapport spécial sur la mise en œuvre de l'objectif de 1,5 degrés. Les scientifiques appellent à des changements rapides, profonds et sans précédent dans tous les domaines de la société. Selon le rapport, il s'agit notamment de changements dans les systèmes énergétiques, l'agriculture et les moyens de transport.

Bref, nous devons agir maintenant et déclarer une urgence climatique !

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

Les causes des problèmes environnementaux sont la recherche du plus grand profit le plus vite possible, ainsi que l'exploitation sans égard pour la nature, sous les ordres du grand capital. Un environnement sain est un bien appartenant à tous les êtres humains et doit donc être conservé.

Concrètement, nous revendiquons :

- Le maintien en mains publiques des ressources nécessaires à la vie, pour garantir leur utilisation et exploitation écologique (eau, électricité, chauffage, etc.) ;
- l'abandon immédiat de l'énergie nucléaire et son remplacement par des énergies renouvelables ;
- La nationalisation des entreprises énergétiques privées ;
- des investissements massifs de l'État dans des projets de recherches sur les énergies renouvelables ;
- pas de réductions du prix d'eau et d'électricité pour les entreprises ;
- l'inscription de la règle verte comme principe constitutionnel absolu (illégalité de prendre à la nature davantage que ce qu'elle peut renouveler) ;
- des programmes d'appui à la réduction de la consommation de ressources pour les particuliers et les entreprises ;
- des accords énergétiques avec l'UE garantissant une politique de l'énergie respectueuse de l'environnement en Europe ;
- une promotion et une utilisation gratuite des transports publics pour toutes et tous ;
- un transfert du transport routier vers le rail ;
- une réduction drastique des pesticides et l'interdiction immédiate du glyphosate ;
- Le désinvestissement des fonds publics (notamment caisses de pension) des énergies fossiles ;
- Interdiction aux entreprises suisses d'investir dans les énergies fossiles ;
- Combattre l'obsolescence programmée ;
- Des contrôles accrus et sanctions contre la pollution industrielle qui porte atteinte à l'environnement ;
- Le respect des normes sociales et environnementales dans la commercialisation et la production des produits ;
- Reconnaître et faire entrer dans le Code pénal le terme écocide (crime qui porte des atteintes graves à l'environnement) ;
- Déclarer l'urgence climatique ;
- Des mesures contre le suremballage ;
- La limitation de la publicité dans l'espace public ;
- La protection et la promotion de la biodiversité ;
- Un aménagement du territoire tourné vers l'avenir et le respect de l'environnement ;
- l'interdiction de la spéculation sur les matières premières ;

et nous ne renoncerons pas... avant que, dans la société socialiste, l'économie planifiée ait assuré une juste répartition des biens et des ressources naturelles.

POUR LE MAINTIEN DES SERVICES PUBLICS

Du fait de la privatisation, les fonctionnaires sont de moins en moins nombreux par rapport à la croissance démographique. Ceux qui restent souffrent depuis des années des conséquences des mesures d'austérité et de la gestion de la fonction publique.

Toutes les administrations fédérales, cantonales et communales ainsi que tous les services publics et semi-publics tels que les transports publics, les télécommunications, les écoles, les hôpitaux, la police et l'approvisionnement en énergie ont été contrôlés selon des critères du secteur privé.

Les investissements ne sont réalisés que s'il y a un avantage économique pour le capital, les employés et employées sont poussé-e-s à une logique individualiste basée sur la société de la performance, les services non rentables sont réduits, voire supprimés. En plus d'éliminer les emplois et d'augmenter le chômage, les services publics se détériorent aussi sensiblement.

LUTTER CONTRE LE DEMANTELEMENT DES SERVICES PUBLICS

L'administration publique mène à la méritocratie et est le mantra de toutes les institutions publiques. La privatisation et le gel des embauches, comme dans le cas des hôpitaux, sont source de stress et de désagrément pour le personnel.

Heureusement, certains groupes professionnels comme les enseignants ou les infirmières sont capables de se mobiliser et de résister. Dans certains cas, ils ont ralenti les politiques néolibérales promues par les gouvernements locaux. Avec le gouvernement actuel, la mobilisation contre le démantèlement de la fonction publique doit se poursuivre. Dans les années à venir, nous devons certainement lutter contre l'accord-cadre avec l'UE, qui vise à promouvoir le démantèlement du secteur public (santé, transports publics, la formation...) et la privatisation de nombreux services de base essentiels tels que l'eau, les écoles, la police, etc.

La privatisation des services publics et la libéralisation sont des politiques au service du profit des entreprises et des possédant-e-s. Pour les travailleurs et les travailleuses, cela signifie une détérioration des conditions de travail et des conditions de vie. Le démantèlement de la Poste en est exemplaire.

STOPPER LE DEMANTELEMENT DE LA POSTE

En l'an 2000, il y avait en Suisse 3'500 offices postaux. Il en reste aujourd'hui 2'400 et, en 2020, si la Poste met son projet à exécution, il n'en restera que 800 sur l'ensemble du territoire. Une perte de 77% en 20 ans ! Malgré une série d'interventions parlementaires aux niveaux cantonal et fédéral ainsi qu'un grand nombre de pétitions de citoyen-ne-s en colère, les responsables de la Poste ne semblent pas vouloir entendre ce mécontentement de la population. Cela constitue un mépris pour les citoyen-ne-s et pour le personnel postal. Le PST demande l'arrêt immédiat du démantèlement du service postal pour garantir un service universel sur l'ensemble du territoire et exige que les communes et les citoyen-ne-s soient consulté-e-s avant tout démantèlement ou transformation des offices postaux.

Actuellement, la Poste remplace des offices postaux par des agences postales dans des petits commerces locaux, où le commerçant est exploité et payé par une prime dérisoire. Beaucoup de commerçants ont finalement renoncé à ouvrir de telles agences. Les agences n'offrent ni l'égalité des prestations, ni la qualité du service. Donc au final, la Poste se décharge de sa responsabilité ancrée dans la loi sur la poste dans l'Art. 13, paragraphe 1 «La Poste assure un service universel» et plus loin : «elle garantit un réseau de points d'accès couvrant l'ensemble du pays».

GARANTIR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITE

Outre le démantèlement des offices postaux sur le territoire, et donc la difficulté pour de plus en plus de personnes à accéder à ce service (personnes âgées, à mobilité réduite, aux horaires de travail denses, etc.), de plus en plus de tâches autrefois prises en charge par le personnel sont automatisées. Si une telle évolution est à saluer lorsqu'elle permet de supprimer la pénibilité du travail, elle doit être critiquée lorsqu'elle implique des centaines de suppressions d'emplois et de places d'apprentissages au seul but d'augmenter le bénéfice de l'entreprise. En effet, cette automatisation pourrait permettre de réduire le temps de travail des salariés et salariées tout en leur garantissant le même salaire, et ainsi de partager le fruit de l'automatisati-

on entre toutes et tous, et d'améliorer les conditions de vie de celles et de ceux qui font vivre la Poste au quotidien.

Or, les travailleurs et travailleuses postaux subissent au contraire des pressions de plus en plus violentes dans leur travail. Celles et ceux qui remettent en question la politique des dirigeant-e-s font face à des menaces de licenciements. Beaucoup de facteurs et de factrices ont un emploi temporaire et sont engagé-e-s par ADECCO, mis sous pression, chronométré-e-s et suivi-e-s électroniquement. Les employés et employées au guichet sont contraint-e-s de vendre des billets de loterie ou des assurances, devant atteindre un certain chiffre d'affaire sous peine d'être sanctionné-e-s. Or, l'entreprise se porte fort bien, avec plus de CHF 800'000.- de bénéfices en 2017 et un salaire annuel pour son patron de près de CHF 1'000'000.-.

La Poste est une entreprise de droit public qui appartient à 100% à la Confédération, et donc aux citoyens et citoyennes. Elle ne doit pas être gérée comme une entreprise privée dont le but est de réaliser des bénéfices à tout prix ! Le rôle de la Poste est d'assurer la distribution du courrier et des paquets sur le territoire, pas de générer du profit. Nous défendons les services publics et leur rôle dans la constitution d'une société plus juste, plus agréable et plus égalitaire. Nos adversaires cherchent au contraire à maximiser le profit potentiel de toute activité, et donc à privatiser de tels services publics. La Poste, les CFF, Swisscom, les hôpitaux, et bientôt l'électricité... autant d'exemple de l'appétit dévorant de celles et ceux qui ne pensent qu'à leurs profits.

C'est ce qui s'est passé à l'hôpital de la Providence à Neuchâtel : après que l'hôpital ait été racheté par le groupe privé Genolier, la convention collective (CCT Santé 21) a été dénoncée et les services non-médicaux et qui ne relèvent pas des soins ont été délocalisés. Avec pour conséquence une baisse des salaires et des réductions de postes. Ceci s'est produit avec l'accord du gouvernement neuchâtelois, lequel a laissé le groupe Genolier remettre en question ladite CCT malgré un règlement précisant qu'elle devait être respectée pour accomplir des missions publiques dans la santé.

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

Nous défendons les services publics et leur rôle dans la construction pour une société plus juste et solidaire. C'est un contraste frappant avec nos adversaires : Leur seul credo et objectif est de maximiser les profits et donc la privatisation complète des services publics. La Poste, les CFF, Swisscom, les hôpitaux et l'approvisionnement en électricité (pour ne citer que quelques exemples) sont dans le collimateur de celles et ceux qui ne pensent qu'à leurs bénéfices.

Concrètement, nous revendiquons :

- L'arrêt immédiat de la privatisation dans le secteur public ;
- Pas d'accord-cadre avec l'UE prévoyant la privatisation dans le secteur public ;
- L'investissement des pouvoirs publics dans la fonction publique et son développement ;
- l'arrêt immédiat des fermetures de bureaux de poste ;
- Le droit concret des municipalités et des citoyens et citoyennes de pouvoir codécider dans la restructuration des bureaux de poste ;
- Un accès garanti pour tous les citoyens et citoyennes à un service postal universel, comme le prévoit la Constitution fédérale ;
- Des Contrats de travail à durée indéterminée pour tous les employés et employées du secteur public ;

Et nous ne nous renoncerons pas... Tant que dans la société socialiste, les services publics ne conduiront pas à une amélioration de la qualité de vie et du bien-être de toutes et tous.

DES RETRAITES SÛRES POUR UNE VIE DANS LA DIGNITÉ

Tout au long de son histoire, le PST/POP a défendu les principes d'une prévoyance vieillesse sûre et solidaire. En 1969 il proposait une initiative fédérale 'Pour une véritable retraite populaire', laquelle exigeait une prévoyance vieillesse générale et publique dans laquelle les caisses privées de prévoyance existantes à l'époque devaient être incorporées. Cette initiative fut fortement combattue et avec d'immenses moyens financiers par les assureurs privés, les banques, les partis bourgeois mais également par le PS et la majorité des syndicats. Le Conseil fédéral promettant d'instaurer le système des 3 piliers en rendant obligatoire la prévoyance professionnelle, il contribua au rejet de l'initiative.

RENFORCER L'AVS

Mais au cours des décennies passées, il est devenu de plus en plus évident que, pour de larges couches de la population, les caisses de pension ne garantissent pas une réelle sécurité. Une preuve est la baisse continue des rentes des caisses de pension. Les 900 milliards de francs accumulés en capital dans les différentes caisses de pension sont fragiles et coûteux à gérer. Surtout, ils sont basés sur un rendement des marchés qui, ces dernières années, s'est avéré bien inférieur aux prévisions. Le système capitaliste étant à bout de souffle, il menace directement l'argent des caisses de pension qui s'appuie dessus. Le système de répartition AVS, par contre, est très différent, les cotisations actuelles financent les retraites actuelles. Ce système a défié tous les changements démographiques et les crises économiques et a fait ses preuves.

Un demi-siècle plus tard, il est temps de reprendre la lutte pour une prévoyance vieillesse viable et sûre. Ainsi, le Parti Suisse du Travail (PST/POP) propose d'intégrer la prévoyance professionnelle (2e pilier, partie obligatoire) dans l'AVS (1er pilier) et de fixer une future rente minimale de CHF 4'000.- afin de respecter le mandat constitutionnel.

MANDAT CONSTITUTIONNEL CLAIR

Il est inadmissible que, dans l'un des pays les plus riches du monde, de nombreux retraités et retraitées doivent vivre près du seuil de pauvreté pour survivre ! De plus, les compagnies d'assurance et les politiciens veulent que le concept social collectif de l'AVS cède de plus en plus la place à la prévoyance individuelle. Les prestations complémentaires de l'AVS témoignent clairement de cette orientation. Celles-ci ont été introduites à titre de « mesure temporaire ». La réforme « PV 2020 », qui a été rejetée par le peuple, voulait déjà introduire les prestations complémentaires en tant que composante permanente de la rente AVS, quasi comme un 4e pilier. Mais selon l'art. 12, al. b de la Constitution fédérale suisse, la pension de vieillesse doit « couvrir de manière adéquate les besoins de subsistance ». Toutefois, ce mandat constitutionnel n'est pas rempli.

LA DIGNITÉ EST INTANGIBLE

Pourquoi le mandat constitutionnel n'est pas rempli, c'est-à-dire augmenter les pensions, au lieu de faire des prestations complémentaires un élément fixe ? La sécurité sociale et l'aide sociale sont tout simplement deux choses différentes : la rente AVS est une loi générale qui s'applique à toutes et tous. Tout le monde y a droit et elle repose sur un principe de redistribution. Dans le cas de prestations complémentaires, le droit et le calcul du montant dépendent de conditions individuelles et complexes. Elles doivent être demandées, ce qui est très embarrassant pour beaucoup de personnes. C'est finalement une question de dignité de pouvoir vivre de sa retraite ou de devoir être dépendant de l'aide sociale. Et la dignité de l'humain est intangible pour le PST-POP.

LA MISE EN ŒUVRE CONCRÈTE

Notre proposition consiste à mettre en place graduellement un nouveau système de retraite, qui remplacerait progressivement l'ancien système, qui, lui, serait voué à disparaître peu à peu à mesure que le nouveau système deviendrait effectif. A partir d'un certain moment, aucune nouvelle cotisation ne sera versée dans les fonds de pension du IIème pilier. L'ensemble des cotisations des salariés et des employeurs sera alors versé dans la nouvelle AVS. Le capital épargné par les assurés, avant l'entrée en vigueur du nouveau système que nous proposons, dans les caisses de pension resterait géré par celles-ci. Les caisses de pension continueront à administrer et à verser une rente correspondante. Ainsi, les droits acquis de tous les assurés seront garantis.

Pendant la phase de transition, les rentes AVS seront calculées en fonction du nombre d'années de cotisation dans l'ancienne AVS d'une part et du nombre d'années de cotisation dans la nouvelle AVS d'autre part. Dès que les personnes qui ont cotisé à la nouvelle AVS depuis le début de leur vie active seront à la retraite, le passage au nouveau système de prévoyance vieillesse sera achevé. Toutefois, les rentes AVS doivent être adaptées dans les dix ans pour que tous les rentiers atteignent un montant de rente (y compris la caisse de pension) d'au moins CHF 4'000.

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

Les rentes et les assurances sociales ne sont pas une aumône, mais un droit garanti par la Constitution et financé par le travail.

Concrètement, nous revendiquons :

- l'arrêt immédiat du démantèlement des assurances sociales ;
- l'intégration de la part obligatoire du 2e pilier (caisses de pension) dans le premier (AVS) et ainsi l'introduction de retraites populaires, de même qu'une facilitation de la retraite anticipée pour les métiers pénibles à partir de 55 ans ;
- L'âge de la retraite de 60 ans pour toutes et tous ;
- Rente minimum de 4000 francs ;
- Interdiction de toutes formes de discriminations des personnes âgées ;

et nous ne renoncerons pas... avant que, dans la société socialiste, tous les êtres humains vivent dans la dignité et que l'inquiétude quant aux soins pour ses proches prenne fin.

UNE SUISSE ACCUEIL- LANTE POUR TOUTES ET TOUS

Jamais autant de personnes n'ont été contraintes de fuir leur pays que lors de ces dernières années. En 2017, on les estimait à 65 millions de déplacés dans le monde. Ces personnes fuient la guerre, la soif, la faim, les désastres écologiques, la dictature ou encore les crises économiques par l'impérialisme. L'exploitation des personnes et de l'environnement par les multinationales, mais aussi les guerres souvent provoquées ou soutenues par les pays riches, ont pour conséquence de déstabiliser des régions entières dans le but de permettre à une minorité de s'approprier les ressources planétaires et de faire perdurer un ordre mondial favorable aux élites.

TROIS FRONTIÈRES

Dans ce contexte, l'Europe actuelle dominée par les politiques de l'UE répond à la migration par la militarisation. Les personnes qui tentent la périlleuse traversée de la Mer Méditerranée sont réprimées par la force des armes. Parfois, elles sont directement livrées aux garde-côtes libyens pour finir vendues comme esclaves. La politique migratoire validée par l'accord de Schengen-Dublin est réalisée en externalisant les frontières européennes : ce sont aujourd'hui les pays du nord de l'Afrique et la Turquie qui jouent le rôle de garde-frontières de l'Europe. Il s'agit là d'une première frontière. La deuxième frontière est celle qui est érigée tout autour de l'Europe : l'opération militaire Sophia en Méditerranée, la création en Grèce et en Italie de «hotspots», des centres de détention où les personnes migrantes sont enregistrées et triées. Enfin, une troisième frontière reste la frontière nationale, à savoir la limitation de la liberté de circuler à l'intérieur de l'espace Schengen, qui se concrétise très souvent par l'emprisonnement des personnes qui proviennent de la plupart des pays extra-européens et qui n'ont pas les bons papiers.

MASQUER LE CONFLIT DE CLASSE

Face à cette situation, la Confédération, dominée par des forces réactionnaires, répond par l'habituelle rhétorique pseudo-humanitaire et ne fait pas le minimum nécessaire. Malgré tous les discours sur la supposée Suisse humanitaire, le pillage des pays du Sud n'est pas remis en question et l'accueil des personnes qui fuient par désespoir est plus qu'insuffisant. Au contraire, ce sont des lois xénophobes qui sont appliquées (loi sur l'asile, loi sur les étrangers, accord Dublin). La situation actuelle est le résultat du travail de l'UDC. Avec ses campagnes de marketing anti-étrangers fortement racistes, l'UDC crée des peurs au sein de la population, mettant en avant des politiques du type «les nôtres avant les autres». Face à la crise, l'extrême-droite s'attaque à l'étranger pour masquer le conflit de classes. Ainsi, l'UDC et la Lega joue un rôle d'opposition «dans le système» et non pas d'opposition «contre» le système.

DES CONDITIONS D'ACCUEIL INACCEPTABLES

La Suisse est l'un des pays qui renvoie le plus de personnes dans le cadre du règlement Dublin (c'est-à-dire vers le premier pays dans lequel les empreintes digitales des personnes migrantes ont été prises à leur arrivée en Europe), mais aussi vers les pays d'origine de manière contrainte (par exemple par vol spécial). Les personnes requérantes d'asile subissent une procédure extrêmement longue qui les fait vivre des années dans l'incertitude. Les centres d'asile ressemblent toujours plus à des prisons, en particulier les bunkers souterrains et les centres d'aide d'urgence. Avec la dernière révision de la loi sur l'asile, réalisée par une conseillère fédérale socialiste, l'isolement des centres sera encore accentué.

UNE POSITION ANTIRACISTE ET ANTI-IMPERIALISTE

Sur la question de la politique migratoire et de la politique d'asile, la position du PST-POP est sans ambiguïté. D'un côté, il s'agit de dénoncer le pillage du Sud organisé par les multinationales: les pays les plus pauvres ne pourront jamais se développer si leurs richesses économiques leur sont confisquées, s'ils sont écrasés par les dettes illégitimes ou par des guerres impérialistes. D'un autre côté, nous défendons une politique d'accueil et de solidarité avec les personnes victimes de cet ordre mondial. Nous nous engageons résolument dans les mouvements anti-racistes et de solidarité avec les personnes immigrées, pour une politique d'asile ouverte qui garantisse aux personnes en fuite des conditions de vie digne et un permis de séjour stable. Nous nous opposons farouchement à la militarisation et à la sécurisation des frontières qui profitent avant tout à l'industrie de l'armement et à l'agenda politique des partis d'extrême-droite.

La loi sur l'asile et la loi sur les étrangers doivent être revues de fond en comble pour les débarrasser de leur contenu xénophobe et discriminatoire.

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

Le racisme contribue au maintien des relations de pouvoir capitaliste, les boucs émissaires servent à diviser les travailleurs et à les distraire des vrais problèmes de la population

Concrètement, nous revendiquons :

- le passeport suisse pour toutes les personnes nées en Suisse ;
- la légalisation des sans-papiers, car personne n'est illégal ;
- La poursuite pénale de tout acte xénophobe et raciste ;
- un véritable droit d'asile, fondé sur des principes de sincère solidarité entre les peuples ;
- une sortie des traités de Schengen et de Dublin ;
- es logements et soins de santé adéquats pour les réfugiés ;
- la libre circulation des personnes pour toutes et tous ;
- un droit au travail pour toutes les personnes vivant en Suisse, à travail égal, salaire égal pour travail égal ;
- La reconnaissance comme réfugiés politiques les personnes qui sont persécutées ou emprisonnées en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre ;
- Mettre un terme à la détention administrative de mineurs ;
- La légalisation des voyages dans le pays d'origine pour les réfugiés ;

et nous ne renoncerons pas...
avant que, dans la société socialiste, le racisme et la xénophobie ne soient plus que le souvenir d'un sombre passé.

POUR DE NOUVEAUX ACCORDS AVEC LES ETATS EUROPEENS

Officiellement, l'UE se considère comme une «communauté de valeurs» qui assure la paix en Europe et dans le monde, sert les idéaux de la démocratie et des droits humains et garantit la stabilité économique et le progrès social. Tout cela s'est avéré être un mensonge. L'UE est une construction servant à protéger les intérêts capitalistes et impérialistes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. À l'intérieur, la surveillance des citoyens et des citoyennes s'élargit et les instruments de répression se renforcent, notamment sous le prétexte de «lutte contre le terrorisme». Afin de faire respecter les intérêts impérialistes des puissantes entreprises, même les forces ouvertement fascistes sont soutenues. De plus, la mise en compétition des pays de l'UE conduit à un appauvrissement massif de la population, au profit des dirigeants et actionnaires des grandes entreprises. À l'extérieur, l'UE massacre des milliers d'êtres humains en soutenant des guerres, en exportant du matériel militaire et en refoulant des migrants et migrantes dans des camps.

LES ACCORDS DES DOMINANTS

Suite au refus en votation d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE) en 1992, le Conseil fédéral s'est lancé sur la voie des accords bilatéraux avec l'Union européenne pour tenter de limiter les effets négatifs de l'Alleingang. Aujourd'hui, force est de constater que les bénéficiaires de cette voie sont avant tout les banques et l'industrie d'exportation (notamment la chimie et la pharmaceutique) et non pas les travailleurs et travailleuses, les paysans et paysannes ou les petit-e-s entrepreneurs et entrepreneuses.

Les accords bilatéraux visent principalement à inclure la Suisse dans le marché européen. Or, sans mesure de régulation et de protection, cela ne fait que mettre en concurrence les entreprises suisses et européennes entre elles ainsi que des travailleurs et travailleuses suisses et européen-ne-s entre eux, avec pour résultat une pression accrue à la fois sur les entreprises de petite taille (PME, fermes familiales, etc.) et sur les salaires et protections des employés et employées, systématiquement nivelés vers le bas. Parmi tous les accords bilatéraux, un seul oblige le Conseil fédéral à consulter le peuple en cas d'extension à un

nouvel État : l'accord sur la libre-circulation des personnes. Pour cette raison, le débat public se concentre presque uniquement sur cette question, en négligeant systématiquement les autres principes du marché européen : la libre circulation des capitaux, des biens et des services.

L'accord sur la libre-circulation des personnes étant lié par une «clause guillotine» aux autres accords du paquet «accords bilatéraux I», la menace est sans cesse brandie par les défenseurs de la «voie bilatérale» qu'une remise en question de la libre-circulation signifierait la destruction de l'économie suisse car elle remettrait en question tout le paquet, c'est-à-dire les accords sur les obstacles techniques au commerce, sur les marchés publics, sur l'agriculture, sur les transports terrestres, sur le transport aérien et sur la recherche. Bien entendu, les défenseurs des accords bilatéraux ne précisent jamais que le contenu des accords est fondamentalement libéral et contraire aux intérêts des classes populaires suisses et européennes. Les meilleurs exemples en sont les privatisations dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services publics.

COMBATTRE LA LUTTE DES CLASSES D'EN HAUT

Toute la construction européenne, à laquelle la Suisse est intégrée par le biais des accords bilatéraux ne laisse subsister aucun espoir d'évolution vers une «Europe sociale». Les accords bilatéraux sous leur forme actuelle ne laissent aucune place à un parlement pour rompre avec le néolibéralisme et adopter d'autres règles sociales, économiques et écologiques, la Grèce en est un parfait exemple. Le bilan montre que tous les traités bilatéraux, y compris la libre circulation des personnes, ont profité aux employeurs et employeuses, tandis que les travailleurs et les travailleuses en Suisse et dans l'UE ont fait les frais de ces politiques. Le rejet de ces traités bilatéraux ne signifie aucunement l'adhésion à la ligne de l'UDC et de la droite européenne, mais bien un plaidoyer en faveur d'une autre Europe, caractérisée par l'autodétermination démocratique des peuples et fondée sur une économie dans l'intérêt des travailleurs et des travailleuses.

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

L'UE sert les intérêts capitalistes et impérialistes des dirigeants et des grandes entreprises. Les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE consolident la politique néolibérale en Suisse. Nous sommes attachés à une Europe fondée sur des valeurs telles que la tolérance, la solidarité, la paix et l'antifascisme.

Concrètement, nous revendiquons :

- une renégociation des accords bilatéraux avec l'UE pour servir les intérêts de l'ensemble de la population ;
- une extension des mesures d'accompagnement et les moyens nécessaires (financières et humaines) à assurer leur mise en œuvre et leur suivi ;
- pas d'adhésion de la Suisse à l'UE ;
- un maintien de la neutralité à l'égard de l'UE et un refus de participation active ou passive à des guerres ainsi qu'une rupture de toutes les relations avec les alliances impérialistes telles que l'OTAN ;
- une fin des négociations sur les accords de libre-échange, notamment sur l'accord TISA ;
- Non à l'accord-cadre, contraire aux intérêts des travailleurs et travailleuses et qui suppose une reprise unilatérale par la Suisse du droit de l'UE ;
- cultiver un internationalisme débouchant sur un protectionnisme solidaire ;

et nous ne renoncerons pas... jusqu'à ce qu'une Europe pacifique fondée sur la solidarité et l'écologie soit établie.

PAIX ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le capitalisme est toujours synonyme de guerre. Les multinationales ont soif de matières premières et de main-d'œuvre bon marché dans les pays en voie de développement et y mènent sans cesse des assauts. Avec des expressions comme «intervention humanitaire», ils passent sous silence leurs agressions militaires.

Les guerres d'agression et les interventions dans d'autres pays, ne servent que les intérêts économiques des dirigeants et dirigeantes du pays agresseur. La première victime de cette barbarie est toujours la population civile. Depuis sa fondation en 1944, le PST-POP s'est engagé pour la paix mondiale entre les peuples. Aujourd'hui encore, il est important de développer et de promouvoir une politique de paix globale. Nous nous opposons à la course aux armements, à l'ingérence dans d'autres pays et à la participation de l'armée suisse aux guerres impérialistes. Nous défendons donc le droit des peuples à l'autodétermination contre toute ingérence. Seuls les peuples eux-mêmes peuvent choisir leur voie de développement.

Nous condamnons la guerre économique, les manœuvres de déstabilisation et les menaces d'invasion impérialiste contre Cuba et le Venezuela. En exprimant activement notre solidarité avec leurs peuples. Nous soutenons également la lutte pour l'autodétermination de la Palestine, du Kurdistan, du Donbass et de tous les peuples qui luttent quotidiennement contre l'impérialisme et le néocolonialisme.

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !

La solidarité internationale est une valeur fondamentale du PST-POP. Nous voulons une Suisse engagée qui a la volonté de réduire l'écart entre riches et pauvres dans le monde. Une Suisse engagée en faveur de la paix plutôt que dans la guerre.

Concrètement, nous revendiquons :

- l'abolition de la taxe de substitution du service militaire ;
- L'interdiction de la vente d'armes militaires de guerre ;
- Le retrait des troupes suisses de l'étranger avec des exceptions possibles avec les mandats de l'ONU ;
- la cessation immédiate de la coopération militaire, y compris avec les armées des pays de l'OTAN, Israël et des monarchies des pays du Golfe ;
- Aucune participation suisse à des projets pour une armée européenne ;
- Le soutien à l'autodétermination des peuples contre l'impérialisme ;
- des relations commerciales équitables avec les pays en développement et émergents ainsi qu'une coopération au développement représentant au moins 1 pour cent du produit intérieur brut de la Suisse ;
- La reconnaissance de l'État palestinien par la Confédération suisse ;
- Le gouvernement Suisse doit soutenir activement la fin au blocus économique contre Cuba ;
- L'Abrogations des sanctions illégales contre le Venezuela ;
- l'interdiction de la fabrication, de l'utilisation et de l'exportation du LBD 40 et similaire ;
- La réduction des armements, des effectifs et du budget de l'armée suisse ;
- Pas d'achat de nouveaux avions de combat ;
- Le libre choix du service civil, d'une durée égale au service militaire, et son ouverture aux femmes ;
- L'interdiction de l'engagement de l'armée pour le maintien de l'ordre intérieur ou à la frontière contre les migrants ;
- un maintien de la Suisse dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) ;

et nous ne renoncerons pas... que dans la société socialiste le danger de guerre soit écarté, et qu'il y ait une solidarité réelle avec les peuples opprimés.

AUTRES REVENDICATIONS

LOGEMENT

Les logements existent pour y habiter et non pour augmenter démesurément les profits des propriétaires immobiliers. Le logement à un prix abordable est un droit fondamental et la qualité du logement, étroitement liée à celle de la vie et de la santé, doit être garantie.

Concrètement, nous revendiquons :

- Le droit au logement ; logements abordables pour tous ;
- la fin des expulsions ;
- le contrôle des loyers par l'État avec l'obligation de créer un nombre suffisant de logements à loyer modéré ; chaque appartement est enregistré, chaque appartement à un prix contrôlé, les loyers existants doivent être contrôlés ;
- l'interdiction de la spéculation sur les logements et les terrains ;
- un droit général de préemption à la valeur officielle pour les communes et les coopératives d'habitation lors de ventes d'immeubles et de terrains à bâtir ;
- Cession des biens immobiliers communaux et cantonaux uniquement en droit de construction ;
- la nationalisation et le contrôle démocratique de la propriété foncière ;
- La construction d'appartements abordables ;
- La suppression des dépôts de garantie pour les locataires ;
- pas de privatisation de logements appartenant à l'État ;
- L'augmentation du nombre d'appartements protégés et la facilitation de l'accessibilité aux logements ;
- protégés pour toutes et tous ;
- Soutenir les projets d'habitation participatifs et coopératifs ;
- Interdire les coupures d'électricité, d'eau et de gaz en cas de difficultés financières des locataires ;
- Pas de démolition sauf dans le cas d'un projet de nouvelles constructions socialement acceptables ;
- Une protection contre les résiliation de bail ;
- Expropriation forcée de bâtiment seulement lorsqu'ils sont fortement dégradés ;

et nous ne renoncerons pas... avant que, dans la société socialiste, le droit de disposer des terres ne soit transformé en simple droit d'utilisation.

SANTÉ

La situation est aujourd'hui devenue intolérable. Le système pseudo-libéral, pour ne pas dire l'arnaque organisée, qu'est la LAMAL a atteint depuis longtemps ses limites. Les primes explosent année après année, atteignant des montants proprement ruineux pour les classes populaires, qui pourtant doivent souvent renoncer à des soins indispensables à cause du système des franchises. Ce alors que nombre de soins, parmi les plus essentiels, ne sont même pas couverts. Un changement radical s'impose.

Concrètement, nous revendiquons :

- un système de santé social, accessible à toutes et tous et de proximité ;
- une caisse maladie unique, avec des primes en fonction du revenu et de la fortune ;
- l'abolition du système des franchises ;
- l'instauration d'une assurance de soins dentaires ;
- aucune privatisation d'un hôpital public ;
- le maintien d'un réseau hospitalier de proximité et l'arrêt de la chasse à la «rationalisation», qui n'est qu'un démantèlement ;
- l'abolition de l'obligation de subventionner des cliniques privées par l'Etat ;
- la nationalisation des entreprises pharmaceutiques, qui rendra possible une baisse des prix des médicaments, et un contrôle démocratique sur ceux-ci ;
- La transparence de l'industrie pharmaceutique sur les coûts des médicaments ;
- La fin des listes noires pour les assurés des caisses maladie ;

et nous ne renoncerons pas... avant que, dans la société socialiste, un système de santé entièrement public et gratuit ne soit mis en place, et l'accès aux soins reconnu comme un droit auquel l'accès soit garanti.

MÊMES DROITS POUR TOUTES ET TOUS

Le sexisme est l'oppression qui hiérarchise les sexes en créant des classes distinctes, une classe sexuelle productrice et une classe sexuelle reproductrice, exploitées de façon différente. Ce modèle est imposé à chacune et chacun, et tout écart est réprimé socialement et légalement.

Concrètement, nous revendiquons :

- a protection contre les violences et les discriminations basées sur le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre ;
- la fin des discriminations légales des couples et des parents homosexuels ;
- la fin de la psychiatrisation des transidentités et la reconnaissance légale du genre vécu sans stérilisation forcée ;
- le droit à l'autodétermination du genre pour les personnes intersexes et transsexuelles et l'accès à un traitement médical si désiré ;
- l'instauration du mariage pour tous et pour toutes ;
- Mener des campagnes préventives pour lutter contre les violences sexuelles, homophobes et transphobes dans les entreprises, écoles, clubs sportifs etc..
- Construire des maisons d'accueil pour les personnes LGBT qui sont rejetées par leur famille ;

et nous ne renoncerons pas... avant que, dans la société socialiste, le sexisme, l'homophobie et la transphobie ne soient plus que le souvenir d'un lointain passé.

AGRICULTURE

Les décisions en matière d'agriculture et d'alimentation sont déterminées en grande partie par des accords commerciaux multi- ou bilatéraux. Nous voulons que les paysans et paysannes et la population suisse soient en mesure de décider souverainement du type d'aliments qu'ils et elles veulent consommer. Notre but est de promouvoir une diminution drastique de l'emploi des pesticides pour arriver progressivement à une Suisse agro-écologique, dont le but est de développer une agriculture durable qui remplace les produits chimiques par des agents biologiques, et qui englobe une dimension économique, écologique et sociale

Concrètement, nous revendiquons :

- un accès à une alimentation régionale saine et suffisante pour toutes et tous ;
- une agriculture paysanne diversifiée et nourricière qui tienne compte de nos précieuses ressources naturelles notamment du sol, qui protège nos semences et renonce aux OGM ; à tout ce qui pourrait mettre en danger les consommateurs (OGM etc..)
- une aide de l'État aux petits paysan-ne-s pour qu'ils puissent payer leurs employé-e-s au moins 4'500 francs par mois ;
- une production agricole qui puisse viser à la souveraineté alimentaire, en fixant les prix pour que tous les paysan-ne-s puissent vivre dignement et en augmentant les protections pour les denrées indigènes ;
- des standards de production définis selon les exigences des consommateurs et des consommatrices et des producteurs et des productrices et aucunement par les dirigeants de l'UE. Par conséquent, nous voulons que la Suisse abandonne le principe du Cassis de Dijon ;
- Une politique agricole qui vise à limiter drastiquement le volume de denrées importées afin de privilégier la production locale et la vente directe ;
- La préservation des surfaces cultivables, notamment les surfaces d'assolement, tant en quantité qu'en qualité ;
- Stopper les fermes usines ;
- Le soutien aux coopératives de consommation en lien avec les producteurs et productrices ;
- Le développement des fermes pédagogiques pour sensibiliser à l'environnement et au travail des agriculteurs et agricultrices ;
- La légalisation et la régularisation de la production, de la vente et de la consommation du cannabis ;
- Le Soutien de l'état à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement ;
- Des mesures contre le gaspillage alimentaire ;

et nous ne renoncerons pas... jusqu'à ce que, dans la société socialiste, l'agriculture soit en harmonie avec la nature et la population locale.

CULTURE

Dans une société de classe, la politique culturelle a aussi un caractère de classe. A cela, il faut opposer une culture démocratique. La culture est un moyen d'ouverture d'esprit. Elle doit permettre de favoriser la compréhension du monde ainsi que le dialogue entre les individus de tous horizons. En ce sens, elle est un pilier essentiel de l'amélioration de nos sociétés. Or, dans notre système actuel, elle est souvent soumise à des impératifs de rentabilité qui l'empêchent de remplir sa mission. Nous militons donc pour une culture structurée autour de son objectif premier : l'élévation de l'individu et de la société.

Concrètement, nous revendiquons :

- l'accès gratuit à l'enseignement de la musique, de la danse, de la peinture et des activités artistiques en général ;
- une répartition plus équitable du soutien public à la culture ;
- un encouragement plus important pour les jeunes artistes avec des offres de formations adaptées ;
- la création d'espaces culturels autogérés ;
- un soutien accru de l'État aux manifestations culturelles ;
- une garantie de l'accès à la culture pour toutes et pour tous ;
- Le soutien aux intermittents du spectacle ;

et nous ne renoncerons pas... avant que, dans la société socialiste, l'art et la culture ne soient devenus des moyens d'épanouissement de réflexion sur le développement social.

FORMATION

Les institutions de formation sont le reflet de la société. On a tendance à enseigner ce qui sert à l'économie. Cela contraste avec une éducation émancipatrice qui nous permettrait de surmonter l'exploitation et la domination de classe.

Concrètement, nous revendiquons :

- un soutien financier accru de l'État pour les institutions publiques de formation ;
- une aide ciblée pour les enfants et les familles des travailleuses et travailleurs et des migrants et des migrantes indépendamment du statut de sans-papier de leurs parents ;
- l'interdiction de l'influence de l'économie privée sur le contenu de la recherche et de l'enseignement notamment via les manuels scolaires ;
- Une école gérée démocratiquement, basée sur la coopération et la responsabilité collective ;
- une formation gratuite pour toutes et tous de la crèche jusqu'à la fin des études supérieures y compris la formation professionnelle ;
- La scolarisation obligatoire et gratuite jusqu'à 18 ans pour toutes et tous ;
- un minimum de deux jours d'école par semaine pour les apprentis et les apprenties ;
- L'abolition du système scolaire à niveau dans l'école obligatoire au profit d'une école inclusive et non sélective ;
- l'éducation sexuelle dès les classes primaires ; y compris sur les questions LGBT
- Un soutien financier à tout les étudiants et étudiantes et les apprentis et apprenties qui en ont besoin ;
- une augmentation du nombre de places d'apprentissage avec le soutien des centres de formation cantonaux ;
- plus de droits pour les apprentis et apprenties et une meilleure protection de ceux-ci et celles-ci ;
- une augmentation du corps enseignant dans les écoles primaires et secondaires ;
- La formation continue des enseignants en particulier avec le but de comprendre l'élève et son contexte social et économique ;
- Un nombre limite d'élèves par classe de la maternelle à la fin de la scolarité obligatoire ;
- une prévention active dans les écoles contre l'alcool, la drogue et le tabac ;
- une école laïque ;
- La lutte contre le harcèlement scolaire ;
- La lutte contre le harcèlement sexuel dans les Universités, Hautes écoles et écoles professionnelles ;
- définir et mettre en œuvre un programme scolaire dans tout degré de scolarisation avec une éducation qui respecte les différences de genre ;
- Une formation professionnelle qui prend en considération les changements énergétiques et qui est attentive au respect de l'environnement ;
- Une aide ciblée pour les enfants en difficultés et l'intégration des jeunes avec un handicap ;

et nous ne renoncerons pas... avant que, dans la société socialiste, la formation ne soit plus au service des intérêts économiques, mais serve à la formation de la personnalité et de la société.

SUR LA BASE DU MARXISME

Depuis longtemps, le capitalisme évolue vers un capitalisme financier. C'est ce que Lénine appelait, déjà en 1917, le stade suprême du capitalisme : l'impérialisme. Cette évolution consiste entre autres en une passation de pouvoir des entreprises individuelles vers de grands groupes industrialo-financiers monopolistes à l'échelle planétaire. Les décisions sont prises toujours plus par des financiers et des financières éloigné-e-s du lieu et de la réalité sociale et politique de la production, ce qui constitue à l'évidence un facteur négatif. Le capital est devenu supranational. Dans un tel système, il est logique que la crise ait débuté comme crise financière, avant de s'étendre aux autres secteurs de l'économie. Néanmoins, la résolution de la crise n'est pas à chercher dans un retour à un capitalisme national plus «familial». Ceci ne serait en effet ni souhaitable, ni possible, car la crise actuelle, comme d'autres dans l'histoire du capitalisme, est une crise structurelle du système. Ses causes ne sont pas à trouver dans des erreurs ou dans une mauvaise gestion de quelques financiers sans scrupules, mais sont contenues dans la nature même du capitalisme et dans ses contradictions internes. Il s'agit d'une crise de surproduction et de suraccumulation du capital, qui se résoudra, en fonction des rapports de force, soit par une adaptation du système (qui provoquera à son tour de nouvelles crises – comme l'histoire l'a montré), soit par une nouvelle organisation de la production

POUR LE SOCIALISME ET CONTRE LA BARBARIE

Comme le disait Rosa Luxembourg il y a plus de 100 ans : «Socialisme ou barbarie !» Dans la lutte contre la barbarie et pour le socialisme, nous nous attachons aux conditions de vie et aux intérêts objectifs des gens et de la nature. Les personnes touchées par la crise, le racisme et la xénophobie doivent se battre pour leurs intérêts. Le PST-POP considère qu'une de ses tâches principales est de les mobiliser pour la lutte commune. De ce fait, la lutte extra-parlementaire, tout comme le renforcement de l'organisation et de la disponibilité au combat du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux, sont des éléments centraux de notre travail.

Il ne s'agit pas seulement d'une réforme de l'économie, de l'État ou des structures sociales, pour éliminer les effets négatifs du capitalisme. Il s'agit de transformer la société. Pour cela, le Parti suisse du Travail (PST) se fonde sur les bases du marxisme. Notre but est la construction d'une société nouvelle, socialiste, c'est-à-dire la nationalisation des principaux secteurs de l'économie (notamment les banques), une économie qui fonctionne pour le bien de toutes et de tous et non pour les profits de quelques-uns et une démocratie réellement populaire, à partir des lieux de travail, où le pouvoir appartient vraiment au peuple et non à quelques lobbys privés.

NOTRE IDÉAL

Mais nous ne voulons pas nous arrêter là. Notre idéal est la société communiste, c'est-à-dire une société sans classe, dans laquelle la vie a un sens pour tout le monde, dans laquelle l'exploitation de l'humain par l'humain, la domination et l'aliénation sont supprimées et où l'équilibre écologique est reconstitué. Les valeurs de cette société seront l'égalité des droits, le respect mutuel, la paix et l'absence de contraintes et de misère. Dans ce sens, nous sommes un parti révolutionnaire, qui se distingue de tous les autres partis politiques en Suisse. Cette révolution sociale sera le résultat d'un long combat d'un large mouvement populaire, qui restera fidèle aux principes de l'unité et de la solidarité entre les travailleurs et travailleuses du monde entier. C'est pourquoi la solidarité internationale est une valeur fondamentale du Parti suisse du Travail. Nous nous opposons aux guerres impérialistes. Nous condamnons toute tentative d'imposer l'hégémonie néo-coloniale et de s'approprier les ressources qui appartiennent aux peuples

UN CHANGEMENT RADICAL EST NÉCESSAIRE !